

— Pour la direction CGT de la RATP la position dans cette grève était des plus inconfortables. Le mouvement a été démarré à l'initiative des autonomes, portés par une combativité sans précédent chez les conducteurs, à la veille même des élec professionnelles. Il n'est pas possible de se mettre à côté et encore moins en travers : comme le soulignait un responsable CGT, une grande organisation syndicale qui se mettrait à dos les conducteurs du métro, risquerait d'être dans l'incapacité d'y faire jamais une grève réussie.

Après avoir tout fait pour éviter la grève par un règlement négocié, la direction CGT se trouve dans le mouvement sans pouvoir en sortir. Elle a essayé avant la grève d'estomper le caractère catégoriel du mouvement en élargissant la plate-forme revendicative (congé, retraites). Mais en réalité le seul moyen efficace aurait été l'extension du mouvement aux autres catégories du personnel : elle en a parlé à plusieurs reprises, en fait l'étude du déroulement concret de la grève prouve qu'elle ne s'en est jamais vraiment donné les moyens.

La raison est simple et sans mystère : une extension du mouvement dans les conditions précises de la grève, c'était plus qu'une lutte dure comme Renault ou la SNCF, c'était une véritable épreuve de force qui marquait la rentrée. Ce serait devenu un affrontement dont la signification — quels que soient les mots d'ordre avancés — aurait été celle d'un combat politique entre le prolétariat et la bourgeoisie.

Vu ce qui a été dit plus haut sur la politique de la direction confédérale à la rentrée, on comprend qu'elle voulait l'éviter à tout prix. On comprend la ténacité et l'énergie qu'elle a déployées pour mettre fin à cette grève, au risque d'écœurer trois générations de conducteurs du métro.

La CFDT ne s'est pas démarquée de la CGT pendant presque toute la durée du mouvement. Ses dirigeants ont bien parlé d'extension pendant l'AG du mardi ; ils ont bien fait allusion pendant un moment aux décisions de la base devant lesquelles ils devaient, disaient-ils, s'incliner. Ce langage fut abandonné assez vite. De toutes façons, vue l'audience de ce syndicat, il n'engageait pas grand monde.

Par contre il importe de juger l'attitude de l'URP et de la direction confédérale : quelques tracts sortis, quelques prises de position, mais aucun effort systématique dans toutes les UD, UL et sections pour organiser la solidarité. C'est là-dessus, plus que sur les déclarations, qu'on peut baser un bilan.

Faut-il parler de FO ?

Ses dirigeants, eux au moins n'ont pas tergiversé : ils se sont placés résolument, et dès le premier jour, dans le camp de la direction. Ils ont même osé (certains n'ont aucune pudeur) distribuer, après huit jours de grève, des blâmes et des satisfécits aux autres centrales syndicales. Le Figaro a d'ailleurs complaisamment reproduit son communiqué :